

**Avenant n°36 du 8 juin 2023 relatif aux salaires minima conventionnels dans la Convention Collective Nationale des Activités Industrielles de Boulangerie-Pâtisserie  
IDCC 1747**

Entre, d'une part :

- La Fédération des entreprises de boulangerie et de pâtisserie françaises (FEB)

Et, d'autre part :

- La Fédération Générale Agro-alimentaire (FGA-CFDT)
- La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation des Tabacs et activités annexes (FGTA-FO)
- La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et force de vente » (CFTC CSFV)
- La Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC (CFE-CGC)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

**PREAMBULE**

Le présent avenant est applicable à toutes les entreprises, y compris celles de moins de 50 salariés, relevant de la Convention collective des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie et appartenant à ce seul secteur d'activité.

Par exception, les entreprises relevant du secteur d'activité des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs (IDCC 2075) ne sont pas visées par le présent avenant.

Compte tenu de la thématique du présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L.2261-23-1 du Code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés.

## **Article 1<sup>er</sup> - Revalorisation des salaires minima conventionnels au 1<sup>er</sup> juin 2023**

A compter du 1<sup>er</sup> juin 2023, les salaires minima conventionnels mensuels, des catégories ouvriers/ employés, techniciens agents de maîtrise et cadres, sont revalorisés.

En conséquence, au 1<sup>er</sup> juin 2023, la grille des salaires minimaux mensuels applicables, pour un travail effectif correspondant à la durée conventionnelle du travail en vigueur au jour de la signature, soit 151,67 heures par mois ou 218 jours par an, s'établit comme suit pour les différentes catégories et degrés :

<b>Catégories</b>	<b>Degrés</b>	<b>Salaires minima conventionnels</b>
<b>O/E</b>	OE1	1753,37 €
	OE2	1766,97 €
	OE3	1780,96 €
	OE4	1812,86 €
	OE5	1857,17 €
	OE6	1925,78 €
	OE7	2008,91 €
<b>TAM</b>	TA1	2131,70 €
	TA2	2268,28 €
	TA3	2463,51 €
	TA4	2631,68 €
	TA5	2799,83 €
<b>Cadres</b>	CA1	2973,65 €
	CA2	3351,73 €
	CA3	3892,33 €
	CA4	4434,05 €
	CA5	4998,36 €

## **Article 2 - Egalité salariale entre les hommes et les femmes**

Les parties rappellent l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement celui d'égalité des rémunérations.

### **Article 3 – Dépôt et Extension**

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 8 juin 2023.

- **La Fédération des entreprises de boulangerie et de pâtisserie françaises (FEB)**
  
- **La Fédération Générale Agro-alimentaire (FGA-CFDT)**
  
- **La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation des Tabacs et activités annexes (FGTA-FO)**
  
- **La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et force de vente » (CFTC CSFV)**
  
- **La Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC (CFE-CGC)**

